

Arrêtons de nous faire peur !



Fabrice Madouas le jeudi, 03/12/2009

Par Fabrice Madouas

Réchauffement climatique, bombe démographique, croissance anarchique... On nous promet la catastrophe. Et pourtant, "il n'est de richesses que d'hommes".

En 2012, scénario catastrophe ? Non, il ne s'agit pas de l'élection présidentielle, ni du sort de Nicolas Sarkozy, mais d'un film américain qui connaît en France un succès colossal : 4 millions de spectateurs depuis sa sortie le 11 novembre ! Un blockbuster qui met en scène la fin du monde – ou presque. Les continents sont submergés par des tsunamis gigantesques provoqués par la dérive des plaques tectoniques. Heureusement, des rescapés pourront survivre à cette apocalypse (sans parousie) à bord de leurs "arches" et rebâtiront une civilisation que l'on imagine forcément meilleure en Afrique, miraculeusement épargnée par ce déluge...

S'il exploite habilement la résurgence des peurs millénaristes dont la télévision se fait quotidiennement l'écho, le réalisateur de 2012, Roland Emmerich, a le mérite de ne pas désigner l'homme comme l'unique responsable du cataclysme qu'il décrit à grand renfort d'effets spéciaux. C'est ce qui distingue son film des scénarios élaborés par la plupart des dirigeants politiques occidentaux depuis plusieurs années, sur le fondement d'assertions scientifiques mal comprises ou controversées. Préparé de longue date par la "machine" onusienne, le sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique s'ouvrira le 7 décembre. Comme ce fut le cas à Kyoto en 1997, il devrait retentir de sombres prédictions sur les excès du développement économique et sur ses effets catastrophiques sur une nature forcément irénique. « Nous fonçons vers l'abîme », a déclaré le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, le 3 septembre (Valeurs actuelles du 8 octobre).

La raison de ces alarmes ? Le réchauffement climatique, que les scientifiques lient à l'émission de gaz à effet de serre, et que les responsables politiques expliquent, dans un étonnant raccourci, par l'activité industrielle. Car s'il est vrai que la combustion de charbon et d'hydrocarbures produit du dioxyde de carbone, il est pour le moins surprenant de négliger la responsabilité d'autres gaz (comme la vapeur d'eau) dans l'effet de serre et la conséquence d'autres phénomènes dans le réchauffement climatique, comme l'activité solaire ou la circulation océanique. C'est ce que rappelle le géophysicien Vincent Courtillot dans un document publié par l'Académie des sciences, le 25 novembre. Constatant que la température moyenne, après avoir augmenté, a tendance à décroître depuis 1998, il souligne que cette baisse « correspond bien à la décroissance de l'activité solaire, qui pourrait durer plusieurs décennies, comme l'ont observé pour le passé les physiciens du Soleil ». Ce qui prouve que les raisons de ces évolutions ne font pas l'unanimité parmi les scientifiques (lire page 12). Qu'importe les nuances. Qu'importe la prudence. Médias et politiques continuent à brandir "l'effet de serre" comme ils évoquaient naguère "les trous dans la couche d'ozone" pour exiger une révolution écologique. Ces trous, disait-on en 1985, étaient dus à l'action de composés de chlorofluorocarbures (CFC) utilisés notamment dans les aérosols et les réfrigérateurs. Les nations ont donc adopté, deux ans plus tard, le protocole de Montréal sur l'interdiction des CFC. Les scénarios échafaudés n'ont été démentis qu'après : « Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant, on sait que les dégâts sont très faibles », reconnaissait en 1997 le Néerlandais Paul Crutzen, Prix Nobel de chimie pour ses travaux sur l'ozone.

Mais, pour les militants écologistes et les négociateurs du traité de Montréal, l'essentiel était acquis : « L'intérêt [de ce protocole] vient d'abord du précédent qu'il crée aux conventions beaucoup plus contraignantes qui devront être signées s'il devient un jour nécessaire de parvenir à un accord international sur les émissions de dioxyde de carbone pour éviter l'effet de serre », résumait la revue Nature, citée par le Spectacle du monde en janvier 2000. Nous y sommes.

C'est également au nom du réchauffement climatique que les partisans de la planification des naissances et du malthusianisme économique reviennent sur le devant de la scène internationale (lire pages 14 et 15). « Le poids de la natalité menacerait le climat », titrait le Monde daté du 19 novembre. Une allégation fondée sur le dernier rapport du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap). Selon cette agence de l'Onu, « des modes viables de consommation et de production ne peuvent être atteints et maintenus que si la population mondiale ne dépasse pas un chiffre écologiquement viable »

« Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants », répétaient auparavant les militants écologistes, citant Saint-Exupéry, pour convaincre chacun de préserver l'environnement. Nous voilà sommés de ne plus faire d'enfants pour sauver la Terre. « Tout se passe comme si la planète était plus importante que l'humanité », s'indignait la géographe Sylvie Brunel dans l'hebdomadaire Famille chrétienne, le 28 novembre. Plus de un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Pourtant, un seul des dirigeants du G8, Silvio Berlusconi, assistait au sommet des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation qui s'est tenu du 16 au 18 novembre, à Rome. À Copenhague, quarante chefs d'État sont attendus.

A lire également...

*Trois idées reçues sur le climat,
"On saura nourrir la planète".
Entretien avec Gilles Pison (Ined),
Au secours, Malthus revient !*